

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE



ANNEE 2023



Préambule :

Depuis la loi « Administration Territoriale de la République » du 6 février 1992, la tenue d'un Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) s'impose aux communes et plus généralement aux collectivités dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif.

Première étape du cycle budgétaire annuel des collectivités locales, le DOB est essentiel puisqu'il a pour vocation de donner à l'organe délibérant les informations nécessaires qui lui permettront d'exercer, de manière effective, son pouvoir de décision à l'occasion du vote du budget.

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dit loi « NOTRÉ », a voulu accentuer l'information des conseillers municipaux. Aussi, dorénavant, le DOB s'effectue sur la base d'un rapport (ROB) élaboré par le Maire et ses collaborateurs sur les orientations budgétaires envisagées, les engagements pluriannuels ainsi que la structure et la gestion de la dette.

L'information est même renforcée dans les communes de plus de 10 000 habitants puisque le ROB doit, en outre, comporter les informations relatives au personnel.

Le ROB n'est pas qu'un document interne. Il doit être transmis au préfet du Département et au Président de l'établissement de coopération intercommunale (EPCI) dont la commune est membre mais aussi faire l'objet d'une publication (décrets n° 2016-834 et 2016-841 du 23 juin 2016).

Le budget Primitif 2023 devra répondre au mieux aux préoccupations de la population bruaysienne, tout en intégrant le contexte économique, les orientations définies par le gouvernement dans le cadre du projet de loi de programmation des finances publiques pour 2022-2027 et du projet de loi de finances 2023, ainsi que la situation financière locale.

Sommaire

| | |
|---|----|
| Introduction : | 3 |
| Le contexte national..... | 4 |
| Les orientations budgétaires..... | 5 |
| I. La section de fonctionnement..... | 5 |
| A. Les recettes réelles de fonctionnement..... | 6 |
| B. Les dépenses réelles de fonctionnement..... | 7 |
| C. La capacité d'autofinancement..... | 8 |
| II. La section d'investissement..... | 10 |
| A. Les recettes réelles d'investissement..... | 11 |
| B. Les dépenses d'investissement..... | 11 |
| C. Les autorisations de programme..... | 12 |
| D. Le financement de l'investissement..... | 12 |
| E. Le plan pluriannuel d'investissement..... | 13 |
| III. L'endettement..... | 14 |

Introduction :

À l'instar des deux années précédentes, le budget est préparé dans un contexte de crise économique et sociale. Les effets de la crise sanitaire provoqués par la COVID-19 continuent de se faire sentir et ils ont été accompagnés par leurs conséquences sur l'économie mondiale de la guerre en Ukraine, débutée lors du 1^{er} trimestre 2022.

Cette période de crise inédite place plus que jamais les collectivités dans une situation financière incertaine. Notamment les communes, qui sont en première ligne pour faire face aux demandes de leurs administrés entraînant une augmentation de leurs charges et parfois de nouvelles dépenses. De plus, elles subissent elles-mêmes d'importantes augmentations de dépenses de fonctionnement directement liée à l'inflation (énergie, alimentation ...) ou aux décisions du gouvernement (dégel du point d'indice...).

Malgré ce contexte sanitaire, économique et social incertain, la Municipalité maintient en 2023 le cap et les engagements pris auprès de la population en 2020 avec conviction et détermination pour :

- Développer un service public moderne et renforcer l'attractivité de la ville ;
- Dynamiser la vie associative, culturelle et sportive ;
- Agir pour l'environnement et la transition écologique ;
- Œuvrer pour la sécurité des Bruaysiens ;
- Améliorer les conditions d'accueil pour les scolaires et les extra-scolaires.

Conformément au règlement budgétaire et financier voté lors du conseil municipal du 30 juin 2022, le budget primitif sera voté en amont du compte administratif N-1. **À ce titre, il semble important de préciser que le budget primitif, notamment en investissement, sera diminué puisqu'il n'intègre ni reste à réaliser, ni report de résultat. Ces derniers seront repris lors du vote d'un budget supplémentaire à la suite de l'adoption du compte administratif.**

Pour rappel, le budget de la commune sera voté non plus sous la nomenclature M14 mais en M57. Cette nomenclature, présente l'avantage d'être commune aux collectivités territoriales. Le conseil municipal a fait le choix, lors de la séance du 30 juin 2022, d'anticiper d'un an le passage à ce nouveau référentiel lors du budget 2023.

Le contexte national

Messieurs Bruno LE MAIRE, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique et Gabriel ATTAL, ministre délégué chargé des Comptes publics, ont présenté, fin septembre, le projet de loi de programmation des finances publiques 2023 – 2027 et le projet de loi de Finances 2023.

Ces deux projets de loi forment un ensemble avec pour objectif de préserver le pouvoir d'achat, financer l'action publique, préparer l'avenir et protéger nos comptes.

Les principales mesures fiscales et budgétaires sont de faire face à l'urgence énergétique et accélérer la transition écologique, aller vers le plein emploi, donner la priorité à la jeunesse et protéger les Français et leurs territoires. Ce dernier point donne des indications sur le soutien de l'État aux collectivités locales :

Le projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027

Comme pour le précédent millésime, le projet de LPFP prévoit d'associer les collectivités locales à la maîtrise de l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement.

L'objectif fixé sera désormais évolutif et correspondra à une limitation de la progression des dépenses de fonctionnement au niveau du taux d'inflation minoré de 0,5 point.

En cas de dépassement de l'objectif de DRF par la catégorie de son ensemble, une limitation à l'accès aux dotations de soutien à l'investissement de l'État ainsi qu'au futur fonds de transition écologique, prévu dans le PLF 2023, pourra être décidée pour les collectivités ayant contribué à ce dépassement.

Le PLPFP fixe également la trajectoire des concours financiers de l'État aux collectivités.

Le projet de loi de Finances 2023

À périmètre constant, les concours financiers de l'État à destination des collectivités territoriales progressent. Le PLF 2023 porte notamment 403 M€ dédiés au dispositif de compensation des effets induits par l'inflation sur les dépenses de fonctionnement des collectivités au titre de l'exercice 2022.

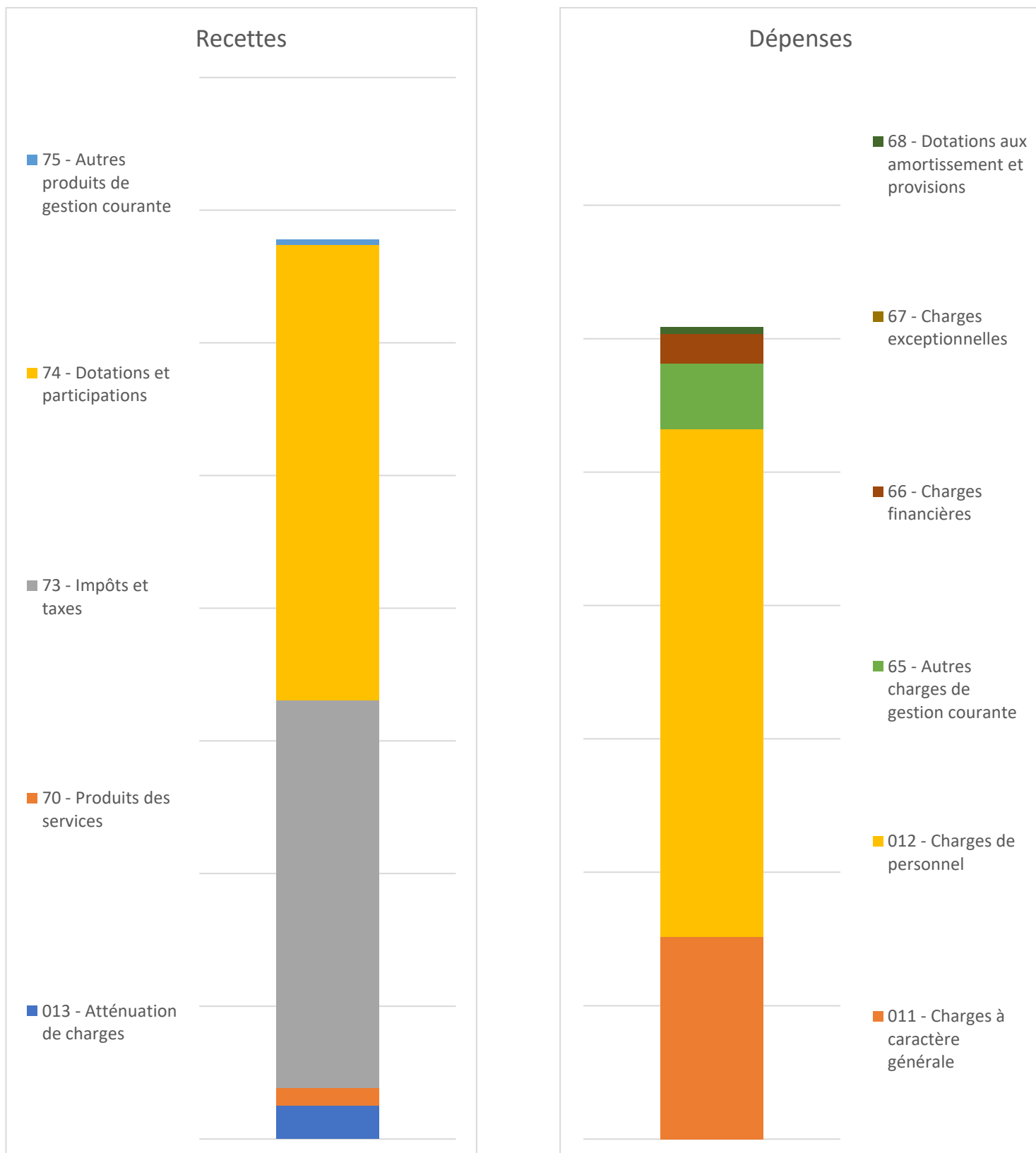
Dans l'objectif de soutien à l'activité économique et de reconquête industrielle, le PLF prévoit la suppression totale de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) en deux temps : en 2023, la cotisation due par les entreprises redevables sera diminuée de moitié avant une suppression totale en 2024. La perte de recettes découlant de la suppression des frais de gestion de la CVAE bénéficiant aux régions sera compensée à ces collectivités par l'institution d'une dotation budgétaire.

Les orientations budgétaires

I. La section de fonctionnement

LA SECTION DE FONCTIONNEMENT RETRACE LES OPERATIONS COURANTES, CELLES QUI REVIENNENT CHAQUE ANNEE.

L'ECART, ENTRE LES RECETTES ET LES DEPENSES REPRESENTE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT DE LA COMMUNE.



A. Les recettes réelles de fonctionnement

Dans la lignée des années précédentes, les recettes ont été estimées de manière prudentielle.

Comparativement, les recettes de fonctionnement du budget primitif 2023 devraient présenter une augmentation de 2 % par rapport au BP 2022. Cette dernière est représentée par :

- la réévaluation annuelle des bases fiscales (chap. 73) : + 1 % selon les recommandations de l'administration fiscale,
- la progression de la péréquation en faveur des communes (chap. 74) : prévue dans le PLF 2023,
- la mise à jour de la convention entre le Centre Communal d'Action Sociale et la Commune (chap. 75) : remboursement de charges (fluides, personnels ...).

| Désignation | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | BP 2022 | Prévision 2023 |
|---|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| TOTAL DES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT | 13 623 960,03 € | 13 493 934,50 € | 13 888 798,99 € | 13 284 802,00 € | 13 561 000,00 € |
| 013 – Atténuations de charges | 507 994,77 € | 587 832,18 € | 509 946,36 € | 450 000,00 € | 500 000,00 € |
| 70 – Produits des services, du domaine et ventes diverses | 310 504,49 € | 211 863,66 € | 298 734,16 € | 271 000,00 € | 271 000,00 € |
| 73 – Impôts et taxes | 5 640 621,07 € | 5 533 161,34 € | 5 781 436,36 € | 5 711 309,00 € | 5 840 000,00 € |
| 74 – Dotations et participations | 6 933 017,79 € | 6 939 839,59 € | 6 726 015,40 € | 6 802 478,00 € | 6 870 000,00 € |
| 75 – Autres produits de gestion courante | 56 990,66 € | 51 799,27 € | 35 803,85 € | 50 000,00 € | 80 000,00 € |
| 76 – Produits financiers | 25,78 € | 19,76 € | 16,77 € | 15,00 € | 0,00 € |
| 77 – Produits exceptionnels | 114 805,47 € | 169 418,70 € | 536 846,09 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 78 – Reprises sur amortissement et provisions | 60 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

1) Les tarifs municipaux (chap. 70)

Les tarifs, tel que la cantine, la garderie par exemple ne seront pas cette année impacté par l'inflation des dépenses liées.

2) La fiscalité (chap. 73)

Dans la continuité du mandat précédent, la municipalité a décidé de préserver les ménages bruaysiens. Ainsi le maintien des taux de la fiscalité directe locale est de rigueur.

3) Les relations financières entre la Commune et la CAVM (chap. 74)

La communauté d'agglomération de valenciennes métropole, versera pour l'année 2023 :

- L'attribution de compensation (Taxe Pro. diminuée des charges liées aux compétences transférés) : 275 531 €
- Le fond de péréquation des ressources intercommunales (FPIC) : 252 068 €
- La dotation de solidarité communautaire : 115 681 €

B. Les dépenses réelles de fonctionnement

Dans la continuité de la maîtrise des dépenses de fonctionnement, un travail sur les dépenses réelles de cette section a été réalisé. Les dépenses à caractères générales, subissant fortement l'inflation, ainsi que les dépenses de personnel, malgré l'augmentation du point d'indice, resteraient relativement stable (+ 0,11 %).

Notre bonne gestion permettra même de présenter une baisse globale des dépenses réelles de fonctionnement de 0.5% malgré l'inflation estimée à 5,8%.

| Désignation | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | BP 2022 | Prévision 2023 |
|---|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| TOTAL DES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT | 11 795 488,31 € | 11 432 918,85 € | 11 250 943,56 € | 12 246 338,00 € | 12 177 000,00 € |
| 011 – Charges à caractère générale | 2 951 588,78 € | 2 874 062,56 € | 2 712 591,98 € | 3 003 300,00 € | 3 040 000,00 € |
| 012 – Charges de personnel et frais assimilés | 7 320 584,53 € | 7 072 402,50 € | 7 231 773,25 € | 7 625 000,00 € | 7 600 000,00 € |
| 65 – Autres charges de gestion courante | 1 023 650,14 € | 1 051 945,09 € | 844 620,79 € | 1 093 400,00 € | 983 000,00 € |
| 66 – Charges financières | 443 660,47 € | 427 136,81 € | 451 065,39 € | 469 959,00 € | 443 000,00 € |
| 67 – Charges exceptionnelles | 56 004,39 € | 7 371,89 € | 10 892,15 € | 8 300,00 € | 11 000,00 € |
| 68 – Dotations aux amortissements et provisions | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 46 379,00 € | 100 000,00 € |

1) *Le personnel (chap. 012)*

→ La structure des effectifs

Au 1^{er} janvier 2022, les effectifs étaient répartis comme ceci :

| Catégories | Titulaires | | Non titulaires permanents | | Contractuels non permanents | | Total | | Prévision 2023 | |
|-----------------|------------|---------------|---------------------------|--------------|-----------------------------|-------------|------------|---------------|----------------|---------------|
| | Nb | ETP | Nb | ETP | Nb | ETP | Nb | ETP | NB | ETP |
| C | 140 | 130,53 | 17 | 11,23 | 5 | 3,80 | 162 | 145,56 | 157 | 143,93 |
| B | 20 | 18,95 | | | 1 | 1,00 | 21 | 19,95 | 19 | 17,46 |
| A | 8 | 7,80 | 3 | 3,00 | | | 11 | 10,80 | 10 | 9,80 |
| Hors catégories | | | | | 6 | 5,14 | 6 | 5,14 | 11 | 7,14 |
| Total | 168 | 157,28 | 20 | 14,23 | 12 | 9,94 | 200 | 181,45 | 197 | 178,33 |

84 % des agents présents au 1^{er} janvier 2022 étaient des agents titulaires de la fonction publique.

La catégorie la plus représentative de la collectivité est la Catégorie C¹. Elle concerne 81 % des effectifs et représente environ 240 000 heures de travail chaque année au plus près des Bruaysiens.

¹ Quelques exemples de métiers de la catégorie C : agents de la police municipale, des espaces verts, de la voirie, d'accueil ou d'état civil, animateur, ATSEM, garde champêtre, cuisiniers, auxiliaire de puériculture ...

→ Les éléments de la rémunération

Le tableau ci-dessous représente la répartition de la rémunération du personnel communal entre le 1^{er} janvier et le 30 septembre 2022.

| Statut | Brut | dont traitement de base | dont NBI et SFT | dont régime indemnitaire | dont HS/HC | dont avantage en nature | Charges patronales | Total |
|-----------------------------|-----------------------|-------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|-------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Titulaires | 3 187 732,54 € | 2 568 732,35 € | 53 399,76 € | 462 957,48 € | 31 637,66 € | 5 158,80 € | 1 343 493,59 € | 4 531 226,13 € |
| Non titulaires permanents | 289 670,24 € | 232 659,96 € | 2 487,16 € | 43 704,99 € | 3 399,21 € | | 130 801,72 € | 420 471,96 € |
| Contractuels non permanents | 404 982,67 € | 359 391,45 € | 3 642,05 € | 1 342,38 € | 13 951,49 € | | 141 012,24 € | 545 994,91 € |
| Total | 3 882 385,45 € | 3 160 783,76 € | 59 488,97 € | 508 004,85 € | 48 988,36 € | 5 158,80 € | 1 615 307,55 € | 5 497 693,00 € |

La commune poursuit le travail de maîtrise de sa masse salariale en redéfinissant ses besoins en personnel et en annualisant le temps de travail.

2) Les subventions versées (chap. 65)

Les associations sont force d'attractivité pour la ville, les versements de subvention se font pour leur fonctionnement mais également leurs projets. Dans les deux cas, un contrôle fin des services est pratiqué sur les besoins des associations avant le passage en commission et l'approbation de l'assemblée.

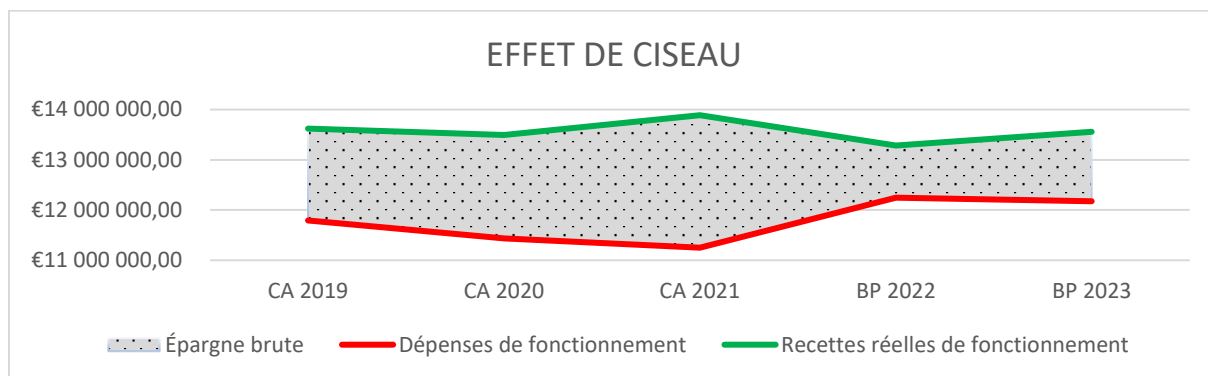
| Désignations | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | BP 2022 | Prévision 2023 |
|------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|
| Subventions aux associations | 112 300,00 € | 103 300,00 € | 110 910,00 € | 120 000,00 € | 121 000,00 € |
| Évolution | - 0,93 % | - 8,00 % | + 7,40 % | + 8,20 % | + 0,83 % |

C. La capacité d'autofinancement

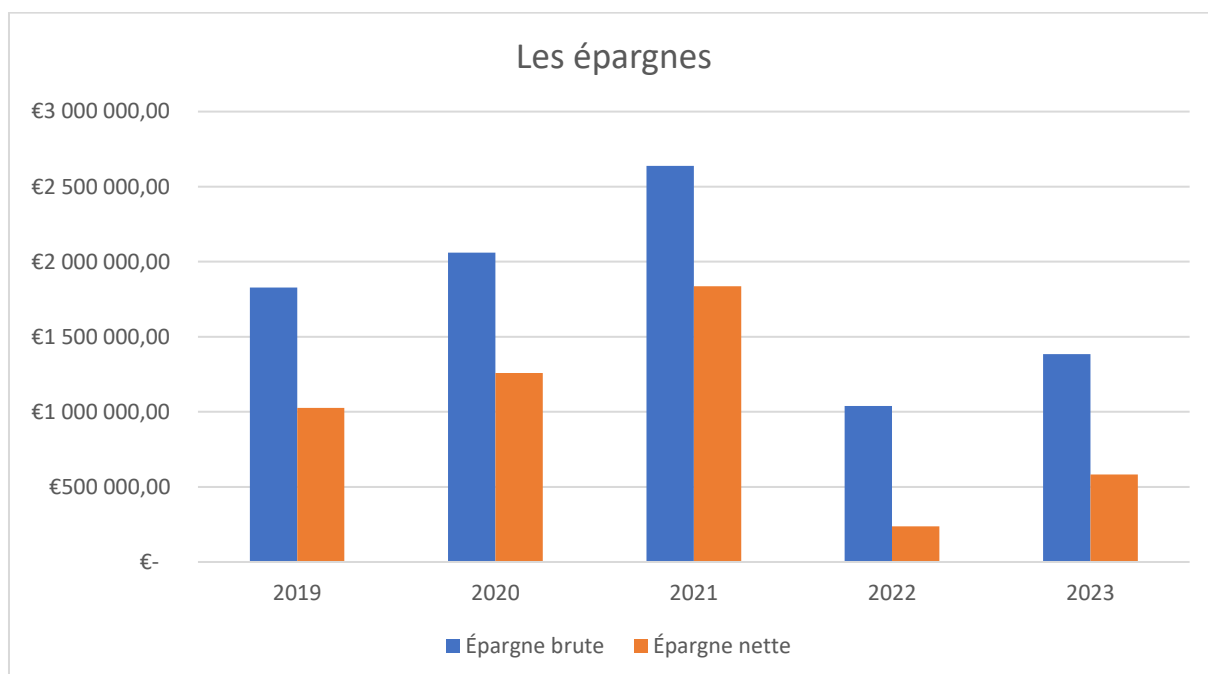
La CAF brute, aussi appelée épargne brute, représente la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement.

| Désignation | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | BP 2022 | Prévision 2023 |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Recettes réelles de fonctionnement (RRF) | 13 623 960,03 € | 13 493 934,50 € | 13 888 798,99 € | 13 284 802,00 € | 13 561 000,00 € |
| Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) | 11 795 488,31 € | 11 432 918,85 € | 11 250 943,56 € | 12 246 338,00 € | 12 177 000,00 € |
| Épargne brute (RRF – DRF) | 1 828 471,72 € | 2 061 015,65 € | 2 637 855,43 € | 1 038 464,00 € | 1 384 000,00 € |

Après un BP 2022 prévoyant une épargne à la baisse, un rebond est prévu pour ce budget 2023. Ce rebond permet de s'éloigner de l'effet de ciseau (plus de charges que de produits)

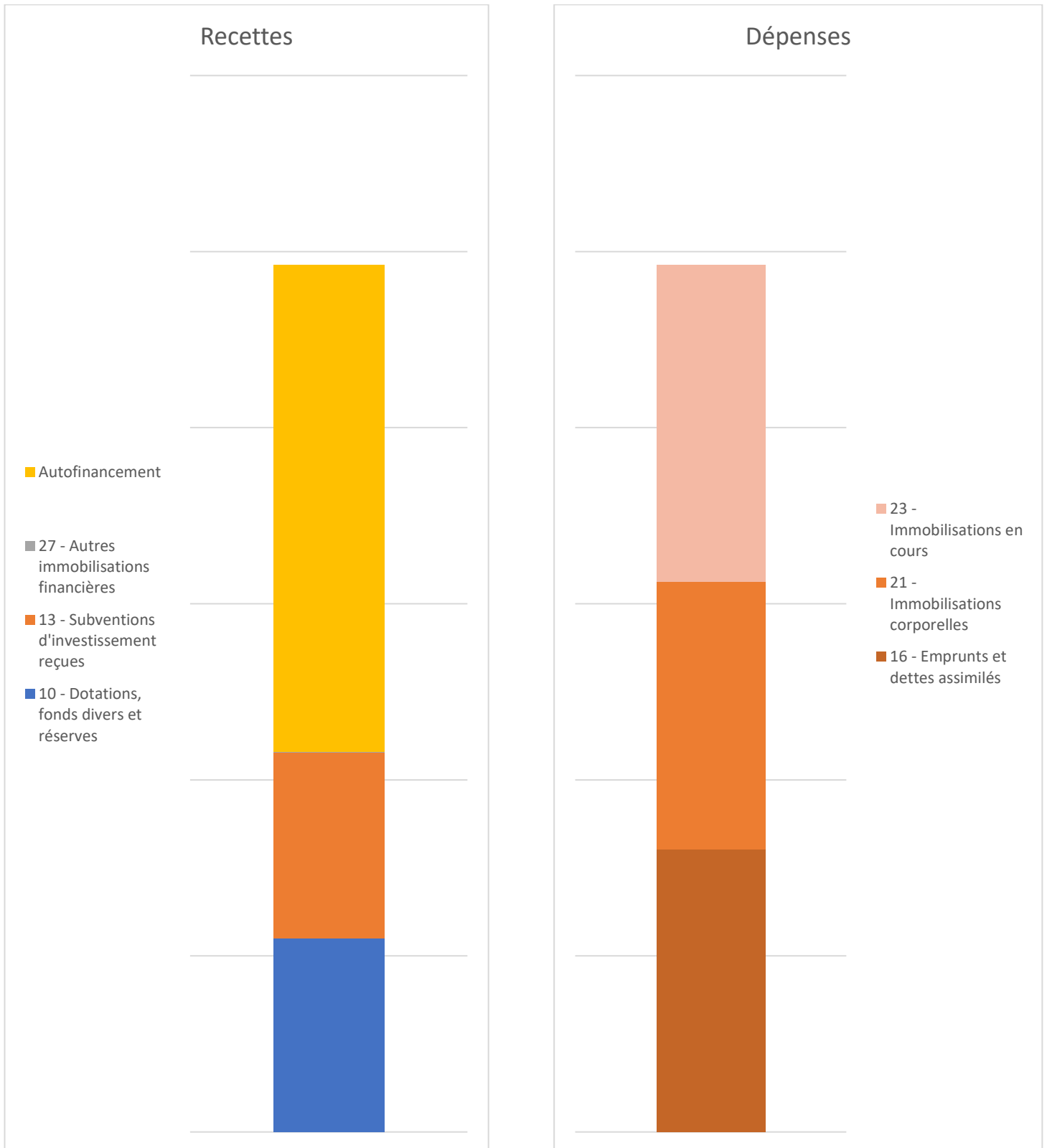


La CAF nette s'obtient par la diminution des remboursements en capital de la dette de l'épargne brute. Elle détermine le montant qui peut financer les dépenses d'équipement (chap. 20, 21 et 23).



II. La section d'investissement

LA SECTION D'INVESTISSEMENT RETRACE LES OPERATIONS NON COURANTES, PONCTUELLES, DE NATURE A
MODIFIER LE PATRIMOINE DE LA COMMUNE



A. Les recettes réelles d'investissement

Les principales recettes qui permettent de financer les dépenses d'équipement sont essentiellement constituées par le FCTVA et les subventions reçues. Bien que des avances soient consenties, ces dotations et subventions sont perçues en majeure partie après réalisation des travaux.

| Désignation | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | BP 2022 (hors RAR) | Prévision 2023 |
|--|-----------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|
| TOTAL DES RECETTES RÉELLES D'INVESTISSEMENT | 2 586 421,99 € | 3 407 441,49 € | 11 666 804,74 € | 3 476 306,53 € | 1 079 000,00 € |
| 10 – Dotations, fonds divers et réserves | 2 051 009,40 € | 2 401 701,45 € | 2 330 332,74 € | 1 996 588,03 € | 550 000,00 € |
| 13 – Subventions d'investissements reçues | 534 016,76 € | 244 303,71 € | 1 335 067,19 € | 1 478 718,50 € | 528 000,00 € |
| 16 – Emprunts et dettes assimilés | 0,03 € | 55 020,00 € | 8 000 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 23 – Immobilisations en cours | 0,00 € | 705 251,44 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 27 – Autres immobilisations financières | 1 395,80 € | 1 164,89 € | 1 404,81 € | 1 000,00 € | 1 000,00 € |

Pour rappel, la prévision du BP 2023 est réalisée hors affectation des résultats. Ce qui explique l'écart important au chapitre 10, par rapport aux années antérieures.

Concernant les subventions reçues, le montant est inférieur aux deux dernières années puisque les dépenses réalisées seront également moindres.

B. Les dépenses d'investissement

Les recettes d'investissement prévues et l'autofinancement dégagé de la section de fonctionnement permettront, afin de poursuivre la réalisation du PPI, l'inscription de nouveau crédit en dépenses d'investissement comme présenté ci-dessous :

| Désignation | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | BP 2022 (hors RAR) | Prévision 2023 |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| TOTAL DES DÉPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT | 4 785 369,05 € | 2 376 552,65 € | 3 269 572,72 € | 6 630 992,32 € | 2 463 000,00 € |
| 10 – Dotations, fonds divers et réserves | 4 795,68 € | 0,00 € | 3 591,94 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 16 – Emprunts et dettes assimilés | 462 845,02 € | 478 131,03 € | 627 364,67 € | 783 341,00 € | 802 000,00 € |
| 20 – Immobilisations incorporelles | 18 981,94 € | 8 532,76 € | 13 834,74 € | 35 000,00 € | 0,00 € |
| 21 – Immobilisations corporelles | 1 562 048,47 € | 994 305,01 € | 1 865 616,33 € | 4 647 651,32 € | 761 000,00 € |
| 23 – Immobilisations en cours | 2 736 697,94 € | 895 583,85 € | 759 165,04 € | 1 165 000,00 € | 900 000,00 € |

Cette prévision est en nette baisse comparée aux années précédentes du fait de la non-inscription des restes à réaliser N-1. Ces derniers, qui concernent les projets en cours (Complexe Gatien, Église St Pharaïlde ...), seront intégrés au budget lors du vote du compte administratif 2022.

C. Les autorisations de programme

En 2022, la commune s'est dotée d'un module de gestion des engagements pluriannuels. Dès le budget 2023, deux projets seront soumis au vote de l'assemblée délibérante sous forme d'AP / CP (autorisation de programme et crédit de paiement), en voici les premiers éléments :

→ Travaux de l'école Paul LANGEVIN :

Estimation du programme : 2 500 000 €

Durée du programme : 18 mois

| Désignation | 2023 | 2024 | 2025 |
|--------------------------|--------------|----------------|--------------|
| Crédits de paiement | 900 000,00 € | 1 600 000,00 € | 0,00 € |
| Recettes (subv. + FCTVA) | 100 000,00 € | 140 000,00 € | 400 000,00 € |

→ Travaux de voirie :

Estimation du programme : 2 105 000 €

Durée du programme : 36 mois

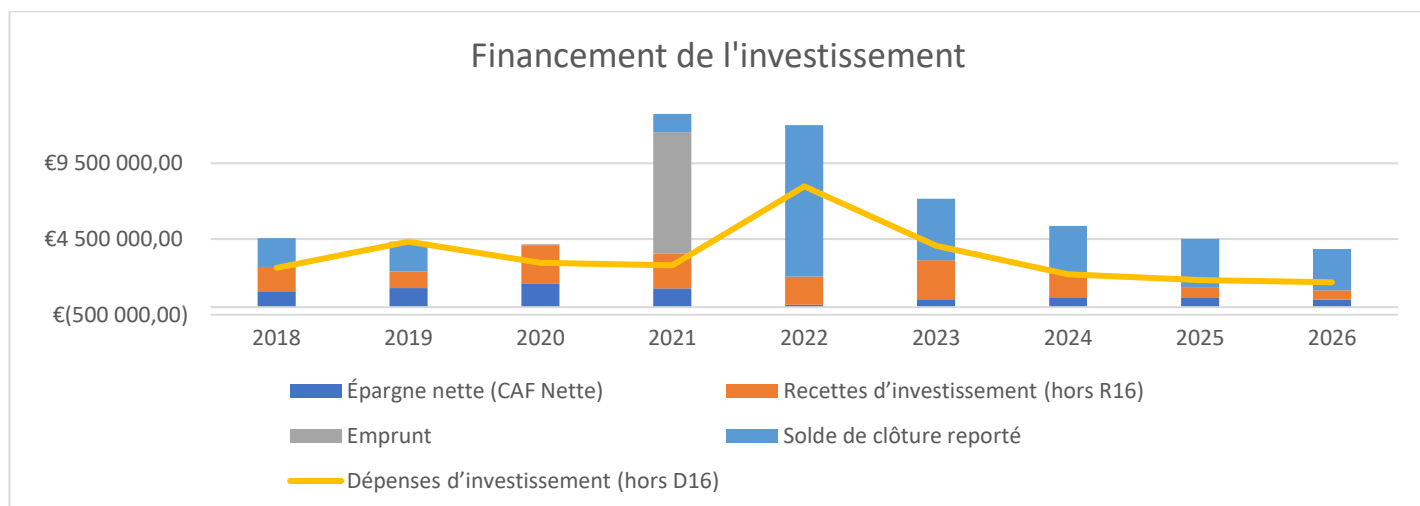
| Désignation | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Crédits de paiement | 505 000,00 € | 900 000,00 € | 700 000,00 € | 0,00 € |
| Recettes (subv. + FCTVA) | 0,00 € | 82 840,00 € | 147 636,00 € | 114 828,00 € |

Cette technique comptable permet de ne pas bloquer la totalité des crédits dès la 1^{ère} année mais de pouvoir étaler les dépenses tout au long de l'opération.

De plus, elle permet une vision plus claire de l'assemblée délibérante, puisque chaque changement apporté (augmentation, reports, annulation des crédits ...), devra être soumis au vote du Conseil Municipal.

D. Le financement de l'investissement

L'emprunt contracté en 2021, à un taux historiquement bas, ainsi que la bonne gestion permettront de réaliser l'intégralité du Plan Pluriannuel d'Investissement.



E. Le plan pluriannuel d'investissement

Le PPI reste dans l'ensemble conforme à celui présenté au précédent ROB. Il présente toutefois l'ajout d'une opération intitulée « investissement dans les services ». Suivant l'engagement pris par l'équipe municipale, ces investissements serviront à moderniser les services communaux (renouvellement du matériel informatique, de l'outillage, du mobilier ...) mais également à proposer de nouveaux services (parcours santé, balade culturelle ...).

| Opérations | Début de réalisation | Durée prévue | Réalisé | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|----------------------|--------------|-------------|-------------|--------------------|-------------|-----------|-----------|
| Éclairage publics et vidéoprotection | 2017 | 17 ans | 1 096 416 € | 287 398 € | 275 079 € | 273 363 € | 288 222 € | 292 774 € |
| Travaux de voirie | 2017 | 10 ans | 2 275 858 € | 300 000 € | 505 000 € | 900 000 € | 700 000 € | |
| Église St Pharaïlde | 2020 | 5 ans | 397 960 € | 558 320 € | 558 320 € | 396 676 € | | |
| Réaménagement du complexe sportif GATIEN | 2020 | 3 ans | 924 435 € | 5 409 530 € | 1 266 035 € | | | |
| Mobilier pour le complexe sportif GATIEN | 2023 | 1 an | | | 194 000 € | | | |
| Construction de 3 nouvelles classes de l'école LANGEVIN | 2023 | 2 ans | | | 900 000 € | 1 600 000 € | | |
| Réfection de l'école FERY | 2023 | 1 an | | | 600 000 € | | | |
| Études médiathèque et cantines | 2026 | 1 an | | | | | | 150 000 € |
| Entretien des bâtiments | 2022 | 5 ans | | 200 000 € | 200 000 € | 200 000 € | 200 000 € | 200 000 € |
| Investissements dans les services | 2022 | 5 ans | | 275 000 € | 370 000 € | 400 000 € | 400 000 € | 400 000 € |

III. L'endettement

Le ratio de désendettement mesure le nombre d'années nécessaires pour éteindre la dette bancaire vis-à-vis de la capacité d'autofinancement brute. Pour rappel, le taux de vigilance de la DRFIP est de 12 ans.

| Désignation | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Capital restant dû au 1er janvier | 10 022 209,75 € | 9 544 078,72 € | 16 916 714,05 € | 16 138 640,24 € |
| Nouvel emprunt | | 8 000 000,00 € | | |
| Annuités | 912 342,86 € | 1 086 481,06 € | 1 246 302,36 € | 1 241 837,97 € |
| Dont remboursement en capital de la dette | 478 131,03 € | 627 364,67 € | 778 073,81 € | 795 065,27 € |
| Dont intérêts de la dette | 434 211,83 € | 459 116,39 € | 468 228,55 € | 446 772,7 € |
| Capital restant dû au 31 décembre | 9 544 078,72 € | 16 916 714,05 € | 16 138 640,24 € | 15 343 574,97 € |
| Le ratio de désendettement | 5 ans | 6 ans | 16 ans | 11 ans |

Le remboursement de la dette et l'évolution favorable de la CAF brute, précédemment évoquée, ramène ce ratio à un niveau inférieur au taux de vigilance. Cette tendance, ce poursuivra dans les années à venir.

